

Préface aux provocations fascistes

DE GAULLE l'apprenti dictateur fait l'apologie de l'ÉTAT FORT

DANS des flots d'éloquence ampoulée et théâtrale, le général de Gaulle se porte candidat à la dictature. Les lecteurs de La Vérité sont assez édifiés sur le compte du chef de la D.G.E.R. pour ne pas s'étonner du discours de Bayeux. Nous leur avons dit au début de cette année, que le départ irrévocable s'était qu'une manœuvre de l'apprenti dictateur pour sauver son prestige de la banqueroute inévitable et pour préparer un retour offensif au cas où les chefs socialistes et stalinien s'entendraient dans leur honteuse coalition avec le M.R.P. et accepteraient par la même, d'endosser la responsabilité de la faillite du régime capitaliste. Le tripartisme a continué et comme nous l'avions prévu, de Gaulle élève à nouveau le voile.

Il ne se borne plus à dicter les principes d'une constitution présidentielle : un Sénat donnant la prépondérance aux populations rurales, un pouvoir exécutif incontrôlé, un chef d'État à la Vichy. Il va plus loin, il se présente lui-même sans vergogne comme la vivante incarnation de l'État, comme l'homme providentiel, comme l'arbitre au-dessus des partis et des classes.

Suivons la légende : la bonne ville de Bayeux a eu l'impérissable honneur de voir naître du contact entre les semelles sacrées du général (Lire la suite en deuxième page)



L'état-major au grand complet est venu prendre SES ordres.

Editorial

UN SEMBLANT DE TOURNANT par Jean MARCOUX

UNE large publicité a été faite autour de la dernière réunion du Comité central du Parti Communiste Français. On a voulu affirmer d'une façon spectaculaire, l'existence de la démocratie dans les rangs du parti stalinien.

Au cours de cette réunion, des opinions légèrement différentes se sont affirmées. On nous a livré ainsi un échantillon de démocratie formelle, hongroise.

La démocratie prolétarienne, c'est à dire l'appel effectif à la base, le droit de critique et de discussion de la cellule d'entreprise jusqu'au sommet, cette démocratie-là, il y a belle lurette que le stalinisme l'a détruite dans le parti.

La démonstration « démocratique » du C.C. n'a été qu'un réflexe de défense de la bureaucratie face à la réprobation et au dégoût que provoquent les méthodes stalinienne de calomnie et de provocation.

Le compte rendu du C.C. a fait état de nombreuses interventions contre le tripartisme et contre le M. R. P. Jeannette Vermeersch, compagne de Thorez, a trouvé même que les dirigeants du P.C.F. cèdent trop facilement à la mystique (?) du tripartisme et au traitement dit, au crémisme parlementaire.

Mais à la suite de ce débat, qu'a décidé « démocratiquement » le C.C. : « la reconduction du ministère Gouin », c'est-à-dire la reconduction du tripartisme !

Cela n'est pas tout. Mercredi, à la Constituante, alors que le M.R.P. proposait à la présidence du gouvernement, Bidault, l'enfant chéri des socialistes, qu'ont fait les dirigeants stalinien ? Après s'être lamentés qu'il n'y ait pas d'autre candidat, Ducloux, rendit hommage à Bidault et annonça que son parti « s'abstiendrait ».

Est-ce ainsi qu'on lutte contre le M.R.P. et le tripartisme ? Pourquoi ne pas voter contre Bidault ? Pourquoi ne pas faire appel aux masses ?

On aura beau tourner et retourner la question, c'est une sinistre plaisanterie que de parler de lutte contre le M.R.P. et le tripartisme sans faire appel aux masses laborieuses qui seules peuvent imposer un gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T. appliquant un programme en faveur des travailleurs, et ouvrant la route au gouvernement des Comités.

Mais revenons à la réunion du C.C. La dernière et non la moindre des choses que l'on trouve dans le compte rendu, c'est une allusion à « l'action des

LA VÉRITÉ ORGANNE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Le Patronat refuse même les 25%

TRAVAILLEURS A L'ACTION

POUR arracher un salaire vital imposer l'échelle mobile et le contrôle ouvrier sur les prix

La Commission nationale des salaires, s'est réunie les 13 et 15 juin. Comme il fallait s'y attendre la revalorisation n'a pas été réglée. Les délégués patronaux ont refusé la majoration proposée par la C.G.T. Et la Commission qui de l'aveu même de Croizat, n'a qu'un rôle consultatif n'a pu évidemment contraindre ces messieurs des 200 familles à céder.

Meunier, président de l'Union des industries métallurgiques et minières se prononça, au cours de cette réunion, contre la revalorisation. « Il est préférable de baisser les prix », déclara le Maître des forges : « continuons la même politique qu'hier », c'est-à-dire celle du blocage effectif des salaires et de la course vertigineuse des prix.

Puis, comme il fallait tout de même lâcher un peu de corde, Meunier proposa ensuite de réduire simultanément pendant trois mois (sic) le montant des cotisations des assurances sociales, l'impôt sur les salaires et la taxe à la production, étant entendu qu'en contrepartie l'État accorderait une avance de trésorerie. Ce qui signifie en clair que ce sont les travailleurs qui feront encore et toujours les frais de l'opération. Puis Meunier conclut : le patronat français est disposé à relever les allocations familiales au moyen d'une majoration des cotisations patronales. Disons tout de suite que le relèvement des allocations ne jouerait qu'en faveur de deux millions de travailleurs. Cette mesure ne coûtera d'ailleurs pas cher aux patrons (étant donné que, depuis février 1945, les allocations n'ont pas été majorées alors que les salaires subissaient un relèvement à cette date, leurs cotisations ont été réduites de 12 % à 7 %).

Comment empêcher la hausse des prix ?

Le représentant du ministère de l'Éducation nationale intervenant à son tour trouva un argument de poids : l'augmentation des salaires de 25 %, entraînera une hausse de 5 % sur le blé, de 3 % sur les pommes de terre, de 3 % sur le vin, de 13 % sur le gaz et de 9 % sur l'électricité. Ce serviteur des patrons qui ne veut pas que l'on touche à la marge bénéficiaire des prix de revient, aurait d'ailleurs pu ajouter : mes maîtres n'ont pas attendu la revalorisation demandée par la C.G.T. pour augmenter les prix, cette semaine ils ont déjà procédé à de substantielles augmentations. En effet, comme ces messieurs savent que malgré leur résistance, ils seront obligés de consentir une augmentation des salaires, ils prennent déjà leurs précautions.

Les travailleurs sont conscients que l'opération peut parfaitement se retourner contre eux. Cette hausse de 25 % de l'augmentation que nous allons obtenir sera bientôt mangée par la hausse des prix.

Cependant, il est très possible que l'augmentation profite aux travailleurs.

... On trappe à BIKINI pour qu'on entende à Moscou

DANS moins de quinze jours, d'un îlot de 200 kilomètres carrés, perdu au milieu du Pacifique, l'atoll de Bikini, et une flotte de 97 vieux navires ancrés dans sa lagune, disparaîtront de la surface du globe... par la seule volonté du grand état-major américain.

Une seule bombe, d'un poids inférieur à 100 kilos suffira. Des son éclatement, elle deviendra une masse incandescente de 1 kilomètre de diamètre, à la température de 10 millions de degrés ; un éclair aveuglant pour l'œil humain jusqu'à plus de 35 kilomètres, déchainera un vent plus violent que 100 tempêtes ; des vagues de 5.000 mètres (plus hautes que le mont Blanc) balayeront l'archipel des îles Marshall. Les gaz brûlants de la bombe provoqueront peut-être un authentique cyclone de proportions tropicales, déchaînant un déluge mortel de morceaux fondus et coagulés de ce qui aura été bombe, navires, sable et corail... Une vague de pression se fera sentir aux instruments à Shanghai, sur la côte chilienne, en Australie, en Nouvelle-Zélande, à San Francisco et jusqu'au rivage atlantique du continent américain.

Les dépenses qui donnent ces détails terrifiants ne précèdent pas si l'explosion sera entendue à Moscou et à Paris où se réunissent aujourd'hui les quatre, mais en réalité, c'est bien là l'objectif essentiel des grandes manœuvres atomiques.

L'expérience de Bikini, c'est ALADIN, — Wall-Street et la lampe merveilleuse.

« Contes des Mille et un profits » d'après The Militant, organe de nos camarades américains

(Lire la suite en page 3)

Nous accusons les bourreaux de la S.P.A.C. d'avoir assassiné MARCEL WIDELIN

Près de deux ans après la « libération », on ouvre enfin, devant la Cour de Justice de la Seine, le procès d'un des services les plus importants de la Gestapo française, le S.P.A.C. (Service de Police Anti-Communiste) dénommé aussi le S.R.M.A.N. (Service de Répression de menées antinationales).

Trente et un tortionnaires seulement comparissent au box des accusés. Les autres, les moins voyants, ont été casés dans les divers services de la nouvelle « police républicaine ».

Des milliers d'hommes et de femmes ont été martyrisés par le S.P.A.C. J'ai été moi-même torturé dans le sinistre repaire de la rue de Monceau. C'était le 13 juillet 1944.

Arrêté en même temps qu'un autre camarade, Marcel Widelin (Paul), un des plus remarquables militants révolutionnaires de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous fûmes torturés sans pitié pendant huit jours par toute une bande de tortionnaires qui ne sont même pas dans au banc des accusés. Le 21 juillet, le S.P.A.C. nous livra à la Gestapo allemande. Pour moi, ce fut le fort de Romainville et le camp de Ravensbrück. Widelin lui, ne connaît pas la deportation. Le 22 au matin, la viette et la portière troncées de deux balles, il fut transporté agonisant à la Pitié par deux agents qui l'avaient ramassé à la lisière du bois de Vincennes. Nos camarades, informés par un sympathisant voulurent organiser l'évacuation de Widelin. Mais il était trop tard : deux heures après son arrivée à l'hôpital, la Gestapo s'en empara à nouveau et l'achevait cette fois-ci pour de bon.



la police fait tout pour s'en emparer. Finalement, ce fut le S.P.A.C. qui l'arrêta.

Quel exemple à méditer pour ceux qui n'ont pas compris le sens du lourd tribut que payait notre parti au communisme révolutionnaire ! Quel symbole ! Alléluia ! Widelin torturé et achevé par la Gestapo franco-allemande.

Marguerite BAGET.

Notre camarade Tha-Thu-Thâu n'est plus

UNE triste nouvelle nous est arrivée d'Indochine. Notre camarade Tha-Thu-Thâu, leader de la IV<sup>e</sup> Internationale en Indochine, est porté disparu au cours de l'insurrection du Vietnam contre les colonialistes français, dans la province de Quang-Ngai.

Une perte immense est ressentie dans les rangs de notre section indochinoise et dans notre Internationale.

Tha-Thu-Thâu a joué en Indochine, et surtout dans le Sud, en Cochinchine, d'un immense prestige, prestige qui méritait pleinement par sa vie exemplaire de lutteur et de révolutionnaire.

De 1930 à 1945, il a déployé une activité passionnée pour la défense des travailleurs d'Indochine contre leurs oppresseurs, pour les organiser et les éduquer. Il est devenu un ennemi des plus dangereux du régime colonialiste. Aussi, pendant quinze ans, il a séjourné presque sans interruption dans les geôles de l'impérialisme. En 1938 déjà, affaibli par des périodes de détention répétées, par des tortures, de longues grèves de la faim, notre camarade eut une partie du corps paralysée et la vue considérablement diminuée. En 1939, à la veille de la guerre, il pensa échapper aux prisons françaises en allant clandestinement se cacher à Singapour. Mais, pris par la police anglaise, il fut remis dans les mains de la police française d'Indochine. Et, pendant l'occupation japonaise, Tha-Thu-Thâu fut déporté au pénitencier tristement célèbre de Poulo-Condore.

Libéré vers l'époque de la défaite japonaise, notre camarade, malgré son endurance légendaire au travail et aux fatigues, miné par ses années de prison, perdit rapidement le reste de ses forces.

Sa vie comme sa mort resteront pour nous un exemple ! L'Internationale a perdu en lui un de ses meilleurs militants. Son courage, sa droiture, sa sincérité, qui inspiraient du respect même chez ses adversaires, seront un modèle pour nous tous.

Les ouvriers brasseurs de Lille chassent leurs patrons

La Vérité du 7 mai annonçait que les ouvriers brasseurs de Lille s'étaient mis en grève le 1er juin, qu'ils avaient occupé toutes les brasseries de Lille et d'Armentières et qu'ils avaient manifesté leur volonté de faire fonctionner les brasseries avec des comités de gestion ouvrière s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

Aujourd'hui nous apprenons que le personnel des deux principales brasseries de Lille, la « Grande Brasserie » et « l'Avenir », a procédé à la fabrication et à la vente de la bière sous la direction d'un comité d'entreprise. Le soir, le comité remet la recette à l'Union lilloise des syndicats. Il se charge de l'achat des matières premières et du paiement des salaires.

Les gros brasseurs ont menacé de déposer plainte pour abus de confiance. Ces messieurs qui exploitent les travailleurs depuis des années sont bien placés pour parler d'abus de confiance... Les ouvriers brasseurs de Lille font une fois de plus la preuve des immenses possibilités dont dispose le prolétariat.

Adhère à la J.C.I. ! Marc PAILLET.



ALADIN, — Wall-Street et la lampe merveilleuse.



# LA QUESTION DE COCHINCHINE ou une intrigue de l'impérialisme français

La reconquête de l'Indochine s'avère longue et difficile. Après neuf mois de combats, les troupes de l'Armée française ne sont pas arrivées à réduire à l'état de passivité les forces nationalistes de Cochinchine. Le compromis du 6 mars est, pour l'impérialisme français, une trêve pendant laquelle il cherche, grâce aux dirigeants social-communistes, à camoufler, aux yeux du prolétariat français, le caractère sanguinaire de son impérialisme.

Mais, soigneusement et farouchement, les agents des banques et des trusts coloniaux, avec l'aide du ministre des Colonies Moutet et la complicité des chefs stalinistes, continuent leur guerre d'Indochine. D'Argentine et de Leclerc poursuivent la « pacification » du Nord, c'est-à-dire le massacre de la population civile et l'extermination des partisans qui mènent avec le même acharnement la lutte dans des conditions extrêmement dures.

**Le « Gouvernement » autonome de Cochinchine**  
Parallèlement à la lutte féroce qui ensangante la Cochinchine, l'Argentine et le Viet-Nam ont été constitués en « gouvernements » autonomes d'ambassade et de fantoches. Du nord au sud du pays, manifestations innombrables et protestations unanimes ; intensification des attaques de partisans en Cochinchine, même jusque dans les faubourgs de Saigon occupés par les troupes de Leclerc et puissamment fortifiés.

**Y a-t-il une question de Cochinchine ?**  
Jamais avant les intrigues de l'Argentine et de Leclerc il ne fut question d'Indochine de l'autonomie de la Cochinchine vis-à-vis du reste du Viet-Nam dont elle fait partie intégrante du triple point de vue ethnique, linguistique, économique.

Certes, pendant les quatre-vingt ans de colonisation française, l'administration coloniale a toujours cherché à multiplier les barrières politiques dans le pays et à obliger les habitants à remplir de stériles formalités pour passer d'une région à une autre, d'une province à une autre et même d'un village au village voisin (période 1929-1933). Mais il ne fut jamais question d'autonomie d'une région quelconque du Viet-Nam.

**Les arguments et ceux de leurs inspirateurs des autonomistes cochinchinois**  
Ces arguments sont soûlés aux premiers par des gouverneurs et administrateurs coloniaux. D'ailleurs, il n'y en a qu'un seul, le voici : « La Cochinchine est plus riche que l'Annam et le Tonkin. Son budget a dépassé des travaux faits dans ces dernières régions. Donc, il faut qu'elle soit détachée de ses parents pauvres ».

Certes, ni d'Argentine, ni de Leclerc n'ont osé défendre de telles inepties. Puisque le nord de la France est plus riche que n'importe quelle autre région française, il faut qu'il soit autonome du reste de la France et surtout de la Sologne qui est très pauvre !

La Cochinchine est un pays essentiellement agricole. Le riz excède ce qu'elle produit, enrichit uniquement les gros propriétaires et les gros exportateurs. L'Annam et le Tonkin sont favorisés au point de vue agricole, renferment par contre de grandes possibilités de développement économique et industriel, grâce à leurs ressources forestières et minières.

Mais après quatre-vingt ans de colonisation, il n'y a pas un seul haut-fourneau en Indochine, pas une seule usine digne de ce nom. La haute bourgeoisie française a toujours cherché à empêcher l'industrialisation de l'Indochine. Elle veut éviter la création d'industries qui pourraient concurrencer les leurs. D'ailleurs, à l'époque de déclin du capitalisme, celui-ci a évité de développer les pays arriérés par crainte de l'engorgement excessif des produits sur le marché. Voilà la cause essentielle de la misère relative de l'Annam et du Tonkin par rapport à la Cochinchine. D'ailleurs, celle-ci aurait pu connaître une prospérité infiniment plus grande si on avait apporté des améliorations dans les méthodes de culture. Voici le rendement par quintal en Indochine : 17 quintaux en Indochine ; 33 quintaux au Japon, rendement comparatif qui nous montre à quel point l'agriculture indochinoise est en retard de l'outil industriel, qui aurait permis la fabrication des engrais chimiques, des instruments agricoles, etc.

Les « autonomistes » de malheur se moquent bien du développement de la cause essentielle de la misère relative de l'Annam et du Tonkin par rapport à la Cochinchine. D'ailleurs, celle-ci aurait pu connaître une prospérité infiniment plus grande si on avait apporté des améliorations dans les méthodes de culture. Voici le rendement par quintal en Indochine : 17 quintaux en Indochine ; 33 quintaux au Japon, rendement comparatif qui nous montre à quel point l'agriculture indochinoise est en retard de l'outil industriel, qui aurait permis la fabrication des engrais chimiques, des instruments agricoles, etc.

Après l'évasion du grand Muphti Un allié inattendu du Foreign Office  
Les protestations qu'ont échangées diplomates français et anglais après l'évasion du Grand Muphti ont fait long feu. Pour la galerie, on a pris parti contre ce collaborateur du nazisme, on s'est indigné du relâchement de la prétendue surveillance dont il était l'objet. Et puis on est passé à d'autres scandales, une fois constaté le fait que jamais, ni le gouvernement français, ni le gouvernement britannique, n'avaient porté leur prisonnier sur la liste des criminels de guerre.

On comprend bien que le Mufi ait cherché à exploiter les aspirations nationalistes des peuples du Moyen-Orient occupé par l'occupant étranger. On comprend qu'il se soit démoigné les vieilles rivalités raciales et religieuses contre les Juifs. On peut prévoir qu'il ferait appel à n'importe qui si les mouvements prolétariens mettaient en danger non seulement la domination anglaise, mais aussi celle de sa caste. Et il est tout aussi évident que Londres serait alors avec lui, comme avec tous les réactionnaires grecs, italiens ou hindous.

Or, le Moyen-Orient vient d'entrer dans une phase nouvelle de son histoire. Des terroristes juifs mènent une guerre sans merci contre l'armée britannique, créant dans l'action une communauté d'intérêts avec les nationalistes arabes. En Palestine, fait sans précédent, les grèves récentes ont uni dans un même mouvement revendicatif travailleurs arabes et juifs. Contre leurs dirigeants, qui les désavouent, Arabes et Juifs dépassent ainsi les objectifs limités de l'indépendance nationale, à travers une lutte des classes laborieuses contre leurs exploitateurs.

# Le procès MIKHAILOVITCH

## Une épisode de la lutte entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme anglo-saxon

Draja Mihailovitch, général de l'armée royale yougoslave, comparait actuellement devant un tribunal, à Belgrade. Ce procès, sur lequel la presse bourgeoise évite de trop longue main de se pencher, démasque en effet la politique antisoviétique des impérialismes anglo-saxons au cours même de la guerre.

Le chef des Tchétniks ne fait pas de difficulté pour reconnaître les principaux chefs d'accusation portés par le tribunal. Il avoue avoir eu des contacts à plusieurs reprises avec des officiers de la Wehrmacht, d'avoir aidé le Laval yougoslave Neditch à extirper des groupes de partisans communistes ; mais, en même temps, il déclare avoir agi avec l'assentiment ou selon les directives des autorités anglo-saxonnes. Il cite des dates, apporte des précisions :

En octobre 1941, le capitaine Hudson, officier de liaison britannique, lui apporte un message du Caire, où siègeait un état-major allié dans lequel il était dit que les Yougoslaves ne devaient pas se battre pour le communisme. Ensuite, le même avion qui remporta la mission anglaise ramena à son quartier général deux officiers tchétniks chargés de lui transmettre les directives du général britannique Masterson, comportant « l'annexionnement total des communistes ». C'est encore ce qui répéta le colonel Bailey... En juillet 1944 encore, le colonel Mac Dovel lui déclarait : « La jeunesse américaine ne veut pas du communisme en Yougoslavie ». Un mois plus tard, ce même officier participait à une conférence entre Mihailovitch et le commandant allemand Stenker, destinée à obtenir la cession des armes nécessaires à la liquidation des partisans révolutionnaires, etc.

A travers Mihailovitch, c'est donc toute la politique du Foreign Office et du département d'Etat qui est compromise.

Aussi comprend-on l'émotion qui s'est emparée des milieux américains intéressés, à l'ouverture du procès. Rapidement, un « Comité pour un jugement équitable de Mihailovitch » s'est constitué ; Sumner Welles lui-même a accepté de le présider, car « l'honneur de l'Amérique est en jeu ».

De son côté, le Foreign Office proteste de façon embarrassée : « La Yougoslavie n'avait pas prévu le gouvernement britannique qui la cour avait l'intention de faire état de semblables déclarations ». (A Nuremberg, par exemple, toutes les précisions ont été prises pour qu'aucun diplomate britannique ne puisse être compromis.)

En réalité, il n'y a pas eu manœuvre de la part de l'U.R.S.S. La conquête de positions économiques et stratégiques en vue du prochain conflit mondial est à la base de ces projets réactionnaires.

Depuis deux ans blâment le pays allemand est en train de payer les crimes de ses bureaux hitlériens, et aujourd'hui il doit faire encore les frais de la reconstruction au profit des bourgeoisies allemande et alliée. Le poids de l'occupation militaire, la famine, l'oppression nationale résultant de la division en quatre zones et bientôt en douze Etats, ce sont là autant d'éléments qui vont nourrir la démagogie des organisations nazies. Ces dernières bénéficient déjà de scandaleuses protections. Von Goan est même autorisé à construire un parti anticomuniste en zone britannique, et pendant ce temps le mouvement syndical reste interdit. Les capitalistes anglo-saxons contre-révolutionnaires. Ils n'ignorent pas, en effet, que le mouvement ouvrier allemand n'est pas mort et que sa lutte peut compromettre la préparation de la troisième guerre mondiale.

C'est pourquoi la IV<sup>e</sup> Internationale appelle les travailleurs de tous les pays à soutenir les revendications des travailleurs d'Allemagne contre la bourgeoisie internationale coalisée et à s'unir avec les prolétaires allemands pour bâtir avec eux les bases d'un socialisme soviétique d'Europe et du monde, seule garantie d'une paix véritable.

En Corée  
Le parti communiste britannique avait demandé son adhésion en 1945. C'est une question qui revient régulièrement à l'ordre du jour ; il pouvait paraître, il y a plusieurs mois, lorsque le parti ouvrier britannique a demandé qu'il allait avoir un grand nombre de voix, peut-être même une réponse favorable. De grandes fédérations syndicales le soutenaient, telles que celle des métaux (A.E.U.), celle des mineurs, celle des électriciens... Mais la direction du Labour Party veillait d'autant plus à empêcher qu'elle ne soit pas admise, elle a refusé d'admettre le parti communiste, elle a chargé de défendre les intérêts de l'impérialisme britannique, de laisser le champ libre aux stalinistes qui se servent des mouvements de masses au profit de la bureaucratie de Moscou, aujourd'hui en opposition vigoureuse à son « allié ».

**Vive Messali-Hadj ! héros de l'indépendance algérienne**  
Nous apprenons par la presse la libération de Messali Hadj, dirigeant du Parti du Peuple algérien, héros de l'indépendance algérienne, emprisonné depuis 1939 par Daladier, Pétain, de Gaulle et Couin. Mais où est Messali ? Peut-être en résidence surveillée... Le gouverneur général de l'Algérie Chateignoux s'est borné à répondre à une demande de Fehrat Abbas, membre du « Parti du Manifeste » d'Algérie, que celui-ci « pourrait voir Messali qui est à présent libre ».

On n'a donné aucune autre précision à ce sujet. Nous exigeons toujours : Liberté totale pour Messali Hadj. Législation du Parti du Peuple algérien ! Convocation d'une Constituante algérienne !

# Les Quatre

## vont discuter du sort de l'Allemagne

### Une voie sans issue

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prévoir ce que la deuxième conférence des Quatre aboutira, elle aussi, à une impasse. Déjà, sur le problème secondaire des réparations italiennes, Bevin et Molotov se sont, une fois de plus, opposés ; aussi, la discussion du sort de l'Allemagne, qui constitue un problème capital, verra-t-elle le désaccord entre les Quatre s'aggraver davantage. Les quatre ministres eux-mêmes ne se font guère d'illusion : et il semble dès maintenant que Bevin et Byrnes voudront utiliser l'échec de la conférence pour contraindre Molotov d'accepter l'arbitrage de la Conférence des vingt et une puissances. Et la solution du problème allemand apparaît impossible et doit avoir à son tour le Journal de Genève. C'est en Allemagne en effet que se heurtent directement les blocs impérialistes et soviétiques et où les concessions réciproques sont le plus improbables.

Les Quatre s'entendent néanmoins parfaitement pour cacher aux peuples la troisième guerre qu'ils préparent en donnant comme prétexte à toutes leurs victimes la nécessité d'empêcher l'Allemagne de fonder de nouvelles agressions.

### Le plan des impérialistes anglo-saxons

Le projet Bevin d'une fédération d'Etats allemands est en réalité l'amorce du fameux bloc occidental qui doit permettre à l'Empire britannique de résister à l'impérialisme américain sur le continent et de constituer un rempart solide contre l'U.R.S.S. L'Allemagne conservée donc intact son potentiel industriel, mais serait divisée politiquement en une douzaine d'Etats pour mieux garantir à l'impérialisme britannique sa suprématie économique.

Le projet de Byrnes est sensiblement le même ; dans leur lutte pour soumettre le monde entier à leur hégémonie, les impérialistes

### Décision du bureau politique

Le Bureau politique de notre Parti a décidé d'attaquer en justice les collaborateurs stalinistes. En face de leur refus obstiné de répondre de leurs accusations, devant un Tribunal d'honneur, nous avons déjà, à plusieurs reprises, été amenés à les citer en justice.

A chacun des procès nous avons obtenu gain de cause.

Au cours de la campagne électorale les chefs stalinistes, inquiets du large écho de notre propagande, perdirent toute mesure et toute prudence. Au lendemain même des élections, « L'Humanité » appela hitlériens, les 45.000 ouvriers révolutionnaires qui avaient voté pour P. C. I. Le lendemain d'hier, nous accusâmes d'être à la solde d'Hitler, du P. R. L. et de... Le Troquier. L'absurdité de ces affirmations ne met pas ses auteurs à l'abri des poursuites. De son côté, l'agent de la Guepéou Signor, membre du Comité central du P. C. F. devra répondre de la déclaration qu'il a signée devant un auditoire ouvrier où il mettait au défi de le faire.

Tous les travailleurs exigent avec nous, que toute la lumière soit faite sur les accusations portées contre nous, et que la plus large publicité soit faite à cette affaire.

Lecteurs de « LA VERITE » demandez que votre journal soit exposé en bonne place chez votre marchand habituel.

# NOUVELES TENDANCES INTERNATIONALES

**Au Conseil de sécurité**  
Une fois de plus, le cas France a été évité au Conseil de sécurité de l'O. N. U. Les grands impérialismes ont réussi à gagner du temps.

L'intervention la plus marquante est assurément celle du délégué égyptien, Afifi Pacha. Ce domestique de l'impérialisme américain a découvert un argument massif en faveur de France.

« Si le régime de Franco, dit-il, doit être changé, ce résultat ne peut être obtenu en sacrifiant les principes de la charte des Nations Unies, dont l'article deux interdit l'ingérence des Nations Unies dans la juridiction intérieure de tous les Etats ». Et d'ajouter : « Ce principe est particulièrement important pour les petits pays, qui ne possèdent pas de forces suffisantes et qui sont protégés par le droit de veto contre l'intervention étrangère. La ligne de démarcation entre les affaires intérieures et extérieures est souvent difficile à tracer. Nous devons éviter de créer un précédent dangereux ».

C'est ce qui s'appelle tendre la dose, en termes polis. Et oublier que des précédents, il n'est pas besoin d'en créer. Il n'existe pas un pays au monde où la « juridiction intérieure » soit indépendante des intérêts des puissances impérialistes. A commencer par celle de l'Espagne.

continuer par celles de la Grèce, de l'Indochine, de l'Indonésie, pour ne citer que des petites nations où les tentes, les avions et les gépécros des grands démocrates ont usé du droit de veto ».

« Et à finir par celle de l'Egypte, dont le délégué ne craint pas le ridicule ».

**PASSEZ AUX PERMANENCES**  
Région parisienne : 10, rue Daguerre (au fond de la cour), Paris-14. Tous les jours de 15 h. à 19 heures, et le dimanche de 10 h. à 12 heures.  
Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 10 h. à 12 h.  
Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse, Samedi après-midi et dimanche.  
Nantes : Café d'Alsace, r. Léon-Jamin. Tous les samedis, de 15 h. à 18 heures.  
Grenoble : Café Meyoussie, place Bir-Hakim (ex-place Malakoff). Samedi, de 17 h. à 19 heures.  
Clermont-Ferrand : Place Galland, Café National. Tous les samedis de 15 h. à 19 heures. Adressez toute la correspondance à cette adresse.  
Saint-Etienne : Place de l'Église, Café Leroy. Samedi de 17 h. à 19 heures.  
Lille : Café-Hôtel des Buissons, 35, rue des Buissons. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.  
Marseille : Bar-députation Noailles, angle gare de l'Est. Samedi de 18 h. à 20 heures.  
Travail. Samedi de 10 h. à 12 h.  
Angers : le dimanche matin chez Tidone, 61, rue Victor-Hugo.  
Nancy : Café Général Trevelin, 89, rue du Commerce, Brest-St-Marc.  
Nice : Bar « Chez Bernard », 48, avenue Borriglione. Samedi de 18 h. à 19 h. 30. Dimanche de 10 h. à 12 h.  
Marseille : Café de la République, 5, rue Saint-Lazare, Châlons-sur-Marne.

**LA VERITE**  
Hébdomadaire du P. C. I., 19, rue Daguerre, Paris-14. Tél. : SUFFren 62-31  
Rédacteur en chef-gérant Maurice CHULLIA  
Administrateur Guy TEXIER  
Adressez toute la correspondance 19, rue Daguerre, Paris-14

**Vive Messali-Hadj ! héros de l'indépendance algérienne**

On n'a donné aucune autre précision à ce sujet. Nous exigeons toujours : Liberté totale pour Messali Hadj. Législation du Parti du Peuple algérien ! Convocation d'une Constituante algérienne !

« Et à finir par celle de l'Egypte, dont le délégué ne craint pas le ridicule ».

### UN DOCUMENT INDISPENSABLE

QUATRIÈME INTERNATIONALE

La Conférence Internationale d'Avril 1946

En vente dans tous les kiosques

